

COLLOQUE

"LES NOUVEAUX VISAGES DU SOCIALISME A TRAVERS LE MONDE"

LE JEUDI 19 OCTOBRE 1989

INTERVENTION DE PIERRE MAUROY

Mesdames, Messieurs, Chers Amis,

On ne conclut pas si aisément quelques cinq heures de débats vifs et passionnants sur ces "nouveaux visages du socialisme". Que le socialisme parvienne à fédérer des situations aussi diverses que celles qui viennent d'être évoquées représente pour nous un facteur de grand optimisme. Et c'est naturellement la formule célèbre de Léon Blum qui me vient à l'esprit, ce "socialisme maître de l'heure", entrevu mais non réalisé après la deuxième Guerre mondiale.

Le socialisme n'a pas été l'idée fédératrice de la décolonisation, même s'il a innervé plusieurs expériences nationales. Les peuples souvent démunis accédant à l'indépendance se sont à l'époque tournés de préférence vers le communisme, sans doute parce que l'Europe, et les Nations porteuses des valeurs du socialisme, parvenaient mal à se dégager de leur statut de puissance coloniale. Encore faudrait-il nuancer ces propos en constatant le rôle joué par les socialistes dans le mouvement des non alignés.

Vingt plus tard, chez ces mêmes peuples, une claire aspiration se fait jour de réconcilier cette justice sociale que se proposaient d'enraciner les doctrines communistes, et le souci des libertés individuelles et collectives qu'elles ont presque partout sacrifié. C'est cette prise de conscience aigüe des peuples, en Amérique Latine comme en Europe de l'Est aujourd'hui, demain peut être en Afrique et sur le continent asiatique, qui constitue le fait majeur de la décennie

qui s'achève, et l'espoir de la fin du siècle.

J'écoutais tout à l'heure chacune de vos interventions. Toutes sont colorées de données nationales fortes, mais je tentais d'imaginer par delà la diversité apparente, quelles forces communes étaient en oeuvre pour impulser un tel mouvement de l'Histoire. C'est ainsi que revenait le mot socialisme !

Le socialisme est-il devenu maître de l'heure ? Un regard rapide pourrait nous en convaincre. Les socialistes progressent en Europe. Je ferai une mention toute particulière des espoirs de nos amis travaillistes, que la gravité des problèmes créés par la politique des conservateurs mettrait en cas d'élection en situation de l'emporter.

Le socialisme progresse en Amérique Latine. Parfois sous des formes spécifiques, comme au Brésil, avec l'immense victoire populaire des élections municipales de décembre dernier. Parfois aussi dans le cadre des partis socialistes comme au Vénézuela avec la victoire de Carlos Andrés Perez, et demain nous le souhaitons tous, au Chili. Les élections du 14 décembre y marqueront d'abord la victoire de la démocratie avec l'élection probable de Patricio Aylwin. Mais aussi je suis convaincu que ce succès ouvre d'immenses chances pour les socialistes qui retrouvent progressivement les chemins de l'unité.

L'Amérique Latine se réveille d'une double illusion. Celle de l'élan par le communisme qu'incarne si hautement la figure romantique de Che Guevara, dont l'attraction reste puissante chez les jeunes européens. Celle aussi des technocrates hyper libéraux engageant sous couvert de dictatures militaires d'absurdes expériences économiques modulées par l'encre à peine sèche de leurs manuels d'économie politique. A combien de pays pourrait s'appliquer ce jugement de Ricardo Lagos : le Chili, un pays riche composé de 7 millions de pauvres. Dure leçon de l'expérience, car la démocratie n'efface pas pour autant

le passé : il y a la dette, il y a la haine entre groupes sociaux, il y a la violence de toute société où l'Etat ne connaît de son rôle que la dimension répressive.

Le socialisme surgirait-il aussi de l'impressionnante mutation du monde communiste ? A chacun de ces débats nous mesurons davantage la complexité des évolutions. Et il est bon de les éclairer de mieux en mieux. S'agissant de l'URSS, je ferai une place à part au désarmement. Plusieurs facteurs ont joué : la détermination des européens dès 1983 lors de l'implantation des Pershing. Et l'on connaît à ce moment le rôle de François Mitterrand. L'étau de la crise à l'Est qui constraint à la modération des dépenses militaires. Et plus généralement peut être la prise de conscience de l'absurde d'une situation créée par un stock de mégatonnes accumulées permettant de détruire plusieurs dizaines de fois la planète. Nous sommes là au début d'un processus dont tout indiquait qu'il va se poursuivre. Mais nous avons à veiller qu'il ne se déroule pas à la seule initiative des grandes puissances.

Nous cernons mieux ce soir après l'intervention de Len Karponski l'ampleur des réformes avancées par Mikhaël Gorbatchev. Les européens sont toujours tentés de s'interroger en termes de succès ou d'échec de la Pérestroïka. Mais ceci au-delà du pronostic n'a guère de signification. Ce sont les conséquences de l'évolution en cours qu'il faut nous représenter. S'agit-il tout d'abord d'une forme renouvelée de communisme, ou d'un tout autre système ? Ce qui est recherché, ce n'est pas l'adoption d'un libéralisme utopique, c'est l'émergence d'un nouveau modèle communiste. La chute d'une économie n'entraîne pas inévitablement le bris du modèle politique qui la sous-tend. Il nous faudra compter longtemps encore avec le communisme, même s'il s'agit d'une autre forme de communisme.

Le succès de la Pérestroïka, c'est d'ailleurs là la seconde interrogation, met-il en jeu les équilibres géopolitiques actuels ? Qu'en sera-t-il à terme des accords de défense ? La base fédérale sur laquelle repose l'URSS en sera-t-elle ébranlée ? L'équilibre Est-Ouest a depuis quarante ans été préservé par une

dissuasion mutuelle qui allait bien au-delà du seul aspect militaire. Les seuls conflits étaient périphériques aux deux grands systèmes. Désormais la Paix sera-t-elle fragilisée par la détente ? Interrogation paradoxale mais qui mériterait d'être posée.

Des questions encore plus majeures nous sont posées pour les autres Etats de l'Europe de l'Est. Le siècle ne se terminera pas sans le rapprochement des deux Allemagnes. C'est une donnée incontournable qu'il serait vain d'ignorer ou de masquer par des préoccupations de vocabulaire. Il n'y a qu'un pas de ce rapprochement à la réunification, et je pense que nous européens avons le devoir d'en tenir compte. Non pour renoncer à l'Europe, mais au contraire pour en accélérer la fusion. Car je pense que c'est l'Europe et non la seule RFA qui doit être l'acteur du rapprochement de ces deux Allemagnes.

L'Europe centrale et Balkanique est une zone d'identités nationales fortes, étant entendu que ces identités ne recouvrent pas nécessairement les frontières des Etats. Cette banale constatation historique nous aide à prendre la mesure des difficultés qui nous attendent. L'aspiration à la démocratie peut recouvrir toute sorte de phénomènes. Il faut néanmoins reconnaître à chacun de ces peuples une sorte de droit à l'originalité dans son évolution. Qu'une Pologne au long parcours syndical, appuyée par l'église est aboutie au gouvernement, qu'en Hongrie quelque chose se dessine à partir du parti au pouvoir, sans que nous ne puissions porter de jugements définitifs, sachons que la complexité est au cœur de ces évolutions, et reconnaissons que nous ne disposons pas de grilles d'interprétation absolue.

Pour terminer ce rapide regard sur le monde, je ne souhaite pas donner à cette énumération de l'évidente poussée des forces de progrès une allure incantatoire. Les périodes d'intenses mutations internationales sont toujours propices aux illusions. Le pacifisme est né d'une lecture trop sommaire des années 20. J'ai déjà parlé de notre insuffisance à imaginer un déroulement socialiste du processus de décolonisation. En vérité notre démarche doit

s'accompagner d'une extrême humilité car il s'agit tout à la fois d'approfondir nos analyses et d'imaginer des perspectives.

Analyser mieux, bien sûr, car nous sommes depuis quelques années débordés par l'évènement. Souvenez-vous, les philosophes s'interrogeaient il y a peu encore sur la manière dont finissent les démocraties. Et nous ne nous apercevions pas que dans le même temps les totalitarismes eux vieillissaient terriblement et vacillaient dans l'isolement qu'ils avaient eux-mêmes contribué à se créer. Nous aurions dû avoir la lucidité d'y regarder de plus près.

Cette même lucidité nous manquerait si nous considérions comme irréversible le processus qui se déroule sous nos yeux. Certains voudraient nous convaincre de quelque "fin de l'histoire" comme si nous entrions dans une mer de tranquillité où selon l'expression de Mishima "l'histoire ne construirait plus en détruisant". Non, ni la Paix ni la démocratie ni l'égalité ne sont invariablement au bout du chemin. Pour y aboutir il faut agir, construire, et naturellement d'abord comprendre.

* * *

*

A quelles conditions le socialisme peut-il devenir une référence pour ces nouveaux continents en quête de démocratie? Là encore je plaiderai pour la lucidité. Le Socialisme n'est pas nécessairement au bout de chacune de ces mutations. Comme tout mouvement, le changement politique comporte des

risques de dérives, et nous en entrevoyons quelques unes, et naturellement des scénario différents. Nous n'avons pas de conceptions mécanistes de l'histoire.

Pour autant le Socialisme reste une des options possible sinon probable dans bien des états du monde. Comment ceux-ci pourraient-ils adopter le système libéral alors que sa crise et ses insuffisances irriguent l'actualité quotidienne. Le krack boursier de cette semaine illustre les enjeux d'un système animé par les seules valeurs de l'argent.

Mais ayons la lucidité de reconnaître qu'en tant que Socialistes nous ne proposons pas d'alternative suffisamment claire au système capitaliste international. Nous sommes capables d'en dénoncer les dérives, nous en soulignons le fondement inégalitaire quant à l'échange entre les nations , nous en mesurons les dangers. Nous manquons c'est vrai de la grande idée qui nous permettra d'en opérer la transformation.

Nous savons comme Socialistes Français, comme Socialistes Européens que nous avons besoin d'un formidable débat idéologique. Nous n'avons pas les réponses pour le XXI^{ème} siècle, et c'est précisément la raison pour laquelle nous avons lancé cette série de colloques. J'ai une conviction cependant :nous ne trouverons pas ces réponses en imaginant notre socialisme au plan des seuls Etats, ou même à la dimension d'un seul continent, fut-il l'Europe. Nous ne progresserons dans notre recherche qu'en nous référant à la valeur universelle de notre message.

La commémoration du Bicentenaire de la Révolution Française nous a permis de retrouver cette idée qu'une Révolution n'est forte que de ses idées. Mais la force des idées est le seul passeport qui permet de franchir tous les obstacles. Les Marseillaises chantées à Pékin ou à Soweto cette année même illustrent cette puissance des idées par delà la tourmente des évènements.

La meilleure des manières de vous aider, d'appuyer ces évolutions déjà largement engagées, c'est pour nous socialistes de définir les contours d'un débat idéologique moderne. Nous avons à inventer des références communes afin de nous permettre d'avancer d'un même pas vers l'avenir. Nous savons aujourd'hui que les différences entre le Socialisme et le Capitalisme ne portent pas seulement sur le mode de gestion macro-économique de l'économie mondiale. Nous savons qu'un immense champ de réflexions existe pour faire évoluer les modes d'organisation de notre société, les rendre plus solidaires, plus décentralisées, plus décidées à introduire davantage de démocratie dans l'économie, plus soucieuses des équilibres écologiques, plus attentives aux problèmes d'éthique liés aux progrès de la science contemporaine.

Faute de construire en commun ce Socialisme du XXIème siècle, le monde resterait un navire sans gouvernail.

* * *

Mais il y a évidemment le court terme et j'ai entendu au travers de vos exposés parfois des intonations qui ressemblaient à des appels. La question immédiate la plus importante porte sur notre manière d'agir en commun au service de l'urgence, c'est à dire d'un meilleur développement. Qu'on le veuille ou non la pauvreté est mauvaise conseillère en matière d'organisation démocratique des sociétés.

L'évolution de la situation en Argentine par exemple a témoigné de cette difficile rencontre entre la démocratie et le redressement d'une économie traumatisée par le surendettement.

Il ne suffit pas dans ces domaines de s'en tenir au minimum - les moratoires et autres étalements de la dette - il importe de donner aux Etats

accédant à la démocratie les moyens d'un véritable développement. Vous savez combien la France sous l'autorité du Président de la République s'y emploie. Nous ne pouvons pas nous résigner à l'arbitraire des inégalités de la planète.

Organiser des modes nouveaux de coopération économique afin de mieux assurer la démocratie là où elle renait, cette idée est largement partagée. Nous souscrivons notamment au projet de plan européen en faveur des pays de l'Est qui était évoqué tout à l'heure par Jacques DELORS.

Cette nouvelle coopération doit tenir compte de l'identité de chaque démarche nationale. La pire des choses serait de vouloir à toute force imposer des modèles idéologiques préétablis. A l'inverse des libéraux nous n'avons pas de modèles clé en main. Et nous ne souhaitons pas mettre de conditions idéologiques à notre appui dès lors que le chemin de la démocratie paraît trouvé.

L'Internationale Socialiste peut servir de cadre à cette démarche. Elle devra trouver les formes juridiques d'associations permettant d'assurer la diversité de ces nouvelles mouvances.

Car mes Chers Amis le monde moderne nous impose l'apprentissage de la diversité. Une société plus mobile est une société de rencontres, d'hommes et de femmes, mais aussi de cultures, de religions parfois. La question que nous avons à régler est d'inventer les formes de dialogue afin que les occasions de rencontres ne soient pas autant d'occasions de blessures.